31.03.2022 – 10:04 Uhr

Oui à Schengen et à la promotion du cinéma

Bern (ots) -

Le comité de l'Union des villes suisses a émis les consignes de vote suivantes pour les votations fédérales du 15 mai 2022: oui au développement de l'acquis de Schengen avec la reprise du règlement relatif au développement de Frontex et oui à la révision de la loi sur le cinéma.

Le développement de l'acquis de Schengen a une grande importance pour les villes suisses. En cas de non, la Suisse ne ferait plus partie de l'espace Schengen/Dublin et deviendrait alors une frontière extérieure de Schengen: il faudrait procéder à des contrôles systématiques à la frontière. Ce serait le chaos assuré, car 1,5 million de personnes franchissent chaque jour la frontière suisse. Sachant qu'une grande partie d'entre elles exercent une activité professionnelle dans les villes suisses, cela affaiblirait le site économique suisse - et du même coup les villes.

Par ailleurs, l'accès au système d'information Schengen (SIS) apporte davantage de sécurité. Il peut aussi être consulté par les corps de police municipaux. Le tourisme urbain pâtirait d'un "non", car de nombreux touristes non européens qui voyagent dans plusieurs pays devraient demander non seulement un visa Schengen, mais aussi un visa suisse. Pour toutes ces raisons, une sortie de l'espace Schengen/Dublin aurait des répercussions désastreuses pour les villes. L'Union des villes suisses recommande donc le oui pour le 15 mai.

Un complément modéré de la promotion existante du cinéma

De même, l'Union des villes suisses dit oui à la révision de la loi sur le cinéma, par laquelle les services de streaming étrangers doivent consacrer 4 % de leurs recettes à la création suisse et présenter 30 % de productions européennes. Aujourd'hui, tous les gains générés sur le marché suisse par des fournisseurs étrangers vont à l'étranger. Les villes hébergent de nombreux créateurs et créatrices cinématographiques, qui proposent une offre culturelle variée tout en créant de l'identité. De plus, les villes sont le lieu d'implantation de nombreux cinémas, qui font connaître les oevres à un large public. Les consommatrices et consommateurs voient des films qui racontent des histoires sur leur pays et leur région. Pour la culture urbaine, il est important d'avoir une vaste offre de séries et de films produits en Suisse - notamment pour des raisons d'attractivité du site économique et pour des aspects économiques, car les cinémas animent aussi les centres-villes la nuit.

Aujourd'hui déjà, les chaînes de télévision suisses doivent investir 4 % de leurs recettes dans des productions suisses. Cela vaudra désormais aussi pour les fenêtres publicitaires et services de streaming étrangers. De nombreux autres pays connaissent déjà une redevance de ce genre. Par rapport à la France (jusqu'à 25 %) et à l'Italie (20 %), les Conseils fédéraux ont instauré des redevances comparativement modérées lors de leur session d'automne de 2021. Pour l'Union des villes suisses, ces modifications de la loi sur le cinéma constituent un complément à la promotion du cinéma existante approprié.

Contact:

Kurt Fluri, Président de l'Union des villes suisses, conseiller national: 079 415 58 88
Sami Kanaan, conseiller administratif de Genève, vice-président de l'Union des villes suisses: 079 204 30 12

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100887295 abgerufen werden.